

N°1933

du 17
FÉVRIER
2026

Pour la Patrie

L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

LA BANQUE MONDIALE LANCE L'INDICE

DE CAPITAL HUMAIN PLUS (ICH+)

Le score du Togo (136) au-dessus
de la moyenne régionale

EN PLUS...

DIGNITÉ HUMAINE

PROTECTION DES FEMMES ET DES FILLES CONTRE TOUTES LES FORMES DE VIOLENCE

Le Togo expose sa stratégie à la Conférence internationale sur la femme de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

KPENDJAL 2, KPENDJAL-OUEST 1, OTI 2, OTI-SUD 1 ET KÉRAN 1

Les réalités à revisiter lors de l'évaluation externe finale du projet 3ARC

COMMERCE

AU TROISIÈME TRIMESTRE 2025

Hausse de 5,9% du chiffre d'affaires des "Activités des services marchands" en glissement annuel

AGRICULTURE

RENFORCEMENT DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES CHEZ DES PETITS PRODUCTEURS

Les derniers chiffres du Pro-SADI dans les Savanes et la Kara

RELIGION

DÉBUT DU RAMADAN AU TOGO

Comment les musulmans se préparent face aux défis économiques ?

SANTÉ

LES VITAMINES

Elles sont 13, essentielles au bon fonctionnement de l'organisme humain ... leur manque (l'avitaminose) ne touche pas uniquement que les populations défavorisées

Dans un nouveau rapport publié ce 12 février 2026, le Groupe de la Banque mondiale affirme que, au cours des quinze dernières années, malgré la hausse des revenus et la réduction de la pauvreté, les deux tiers des pays à revenu faible et intermédiaire ont enregistré des reculs en matière de nutrition, d'apprentissage ou de compétences de la main-d'œuvre. Les lacunes actuelles en nutrition, apprentissage et compétences acquises au travail réduisent de moitié les revenus futurs des enfants nés aujourd'hui. Le rapport intitulé *Building Human Capital Where It Matters: Homes, Neighborhoods and Workplaces* révèle que, dans 86 des 129 pays à revenu faible et intermédiaire, les résultats en matière de nutrition, d'apprentissage ou de développement des compétences professionnelles se sont détériorés entre 2010 et 2025. Pour y remédier, il est indispensable de repenser les investissements dans le capital humain. Le rapport s'accompagne du lancement d'une version étendue de l'indice de capital humain, baptisée ICH+, qui fournit de nouvelles données nationales et régionales pour le suivi de l'accumulation de capital humain de la naissance à l'âge de 65 ans, ainsi qu'un indicateur permettant de mesurer l'impact des déficits en termes de manque à gagner sur les revenus futurs du travail...

... L'ICH+ du Togo est le plus affecté par son score dans le pilier éducation. Comparé à tous les pays de l'ICH+, le score d'éducation du Togo (63) est le plus éloigné de la médiane et est également similaire à la moyenne pour la région de l'Afrique subsaharienne (62) et supérieur à la moyenne pour les revenus à faible revenu (52)...



Le pilier éducation a beaucoup affecté l'ICH+ du Togo

AU PALAIS DE L'ASSEMBLÉE
NATIONALE CE MARDI 17 FÉVRIER

La Fondation Asaal consacre l'excellence féminine des sciences au Togo à partir de 15h

POLICE NATIONALE

La posture professionnelle
réaffirmée pour 2026

PROJET DE SOUTIEN À LA PROMOTION DU MARAÎCHAGE
AGROÉCOLOGIQUE PAYSAN AU TOGO

Une mission de la FIDA
évalue la mise en œuvre

P.2

P.4

P.3

SANTÉ

LES VITAMINES

Elles sont 13, essentielles au bon fonctionnement de l'organisme humain ... leur manque (l'avitaminose) ne touche pas uniquement que les populations défavorisées

Maurille AFERI

Elles sont au total 13 vitamines essentielles au bon fonctionnement de l'organisme humain. Seules deux d'entre elles peuvent être directement fabriquées par le corps. A l'exception de deux d'entre elles (vitamines K et D), le corps humain est incapable de les fabriquer. Une alimentation saine et variée est donc primordiale pour maintenir un apport équilibré en vitamine. Il arrive toutefois que l'alimentation à elle seule ne suffit pas à combler les besoins d'un métabolisme en particulier. L'âge, la maladie, les allergies et intolérances alimentaires, ou encore la grossesse, sont autant de situations à l'origine de déficits nutritionnels.

Ces substances sont en effet nécessaires à un grand nombre de processus physiologiques. De ce fait leur rapport par l'alimentation est primordial pour le fonctionnement harmonieux de notre organisme.

Les vitamines et leur définition

Les vitamines sont des substances organiques nécessaires au bon fonctionnement du métabolisme des êtres vivants. Certaines d'entre elles sont directement synthétisées par le corps. D'autres, au contraire, nécessitent d'être apportées à l'organisme par le biais de l'alimentation ou de la complémentation alimentaire.

Qu'est-ce qu'une vitamine ?

On classe généralement ces substances organiques en deux catégories : les vitamines liposolubles (A, D, E et K) et les vitamines hydrosolubles (B et C). À l'instar de tout nutriment, elles peuvent également prendre de multiples formes. Ainsi on retrouve naturellement les vitamines dans les aliments de tout type : viandes, poissons, produits laitiers, végétaux, fruits et légumes. Elles sont également proposées en tant que compléments alimentaires : en gélule, en comprimé, en poudre ou en liquide dans une ampoule.

Pour les personnes en bonne santé, l'alimentation du quotidien suffit normalement à satisfaire les besoins métaboliques en vitamines. À condition, bien sûr, que cette alimentation soit suffisamment bien équilibrée. Il peut toutefois arriver que, dans certains cas, une cure de vitamines soit préconisée.

Qu'appelle-t-on une «cure de vitamine» ?

À l'inverse d'une absorption quotidienne, la cure consiste très simplement en l'ingestion temporaire voire ponctuelle de vitamine et nonobstant leur forme. Elle peut être recommandée par un professionnel de la santé. C'est notamment le cas de la préconisation systématique par les pédiatres d'apports en vitamine A chez l'enfant, et de vitamines K et A chez le nouveau-né.

Vitamine A

La vitamine A est une vitamine liposoluble. Elle est surtout emmagasinée dans le foie. Son rôle dans le système immunitaire et la croissance cellulaire est primordial. Elle contribue dans la prévention de nombreuses infections et le bon développement des os et de la peau. Elle a également un rôle clé dans le mécanisme de la vision.

Pour une femme enceinte, il faut savoir que la prise de la vitamine A sous la forme de complément alimentaire permet de prévenir les risques liés à la prématurité.

Dans l'alimentation, la vitamine A est

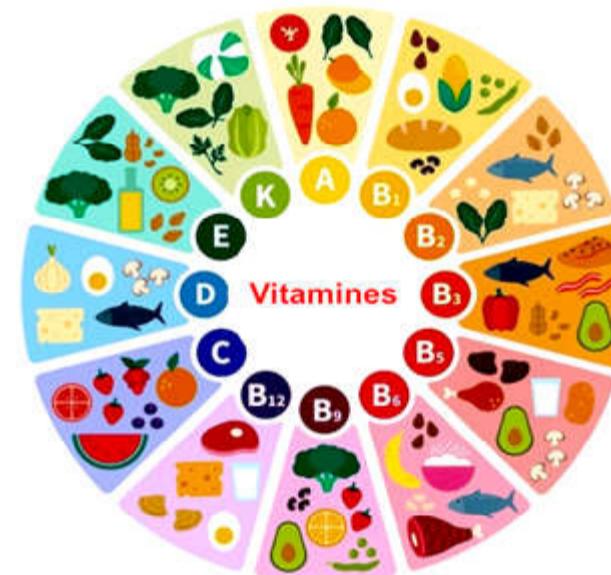
·La vitamine B8 ou biotine

Elle est essentielle dans la division des cellules. Une posologie de 30 µg par jour est recommandée.

Vitamine C

La vitamine C ou acide ascorbique est une vitamine hydrosoluble. Elle est surtout connue pour son action contre la fatigue. Elle apporte aussi de nombreux bienfaits sur notre organisme. Elle permet de lutter contre les infections bactériennes et virales. Elle a également une action antioxydante et joue un rôle important dans le métabolisme du cholestérol. Elle favorise aussi l'assimilation du fer, et l'élimination des métaux toxiques tels que le plomb.

La vitamine C est présente naturellement dans tous les végétaux, mais à quantité variable. Elle est présente en grande quantité dans les fruits et les légumes, notamment dans les kiwis, les poivrons, les crucifères, les oranges, les citrons ou encore les fraises. Pour avoir une quantité suffisante de vitamine C, il est recommandé de manger au moins 5 fruits



niveau du foie ou d'un apport alimentaire insuffisant. Dans ces cas, la consommation d'un complément alimentaire est recommandée. Toutefois, il est nécessaire de respecter la posologie prescrite.

Les vitamines B

Les vitamines du complexe B désignent l'ensemble des 8 vitamines B. Ce sont des vitamines hydrosolubles, et donc facilement assimilables par l'organisme. Chacune de ces vitamines possède ses propres actions dans notre organisme.

·La vitamine B1 ou thiamine

Elle est essentielle pour la production d'énergie et le fonctionnement du système nerveux. Notre organisme a besoin de 1,2 mg par jour de vitamine B1.

·La vitamine B2 ou riboflavine

Elle est indispensable pour le métabolisme des protéines, des glucides et des lipides. Un apport journalier de 1,3 mg est recommandé.

·La vitamine B3 ou niacine

Elle participe dans la synthèse des hormones sexuelles.

·La vitamine B5 ou acide pantothénique

Elle joue un rôle clé dans la transmission nerveuse. Un apport journalier de 5mg par jour est recommandé.

·La vitamine B6 ou pyridoxine, la vitamine B9 ou acide folique et la vitamine B12 ou cobalamine

Ces vitamines contribuent aux mêmes effets. Elles participent au bon fonctionnement du système immunitaire et nerveux. Elles sont également impliquées dans la production des

globules rouges et le transport d'oxygène.

(suite à la page 7)

ÉDUCATION

AU PALAIS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE CE MARDI 17 FÉVRIER

La Fondation Asaal consacre l'excellence féminine des sciences au Togo à partir de 15h

La 47^e édition du concours : "Reine des Sciences & Technologies", portée par la Fondation Asaal, marque un tournant institutionnel majeur avec l'organisation de sa cérémonie officielle de distinction qui se tient ce mardi 17 février 2026 au sein de l'Assemblée nationale du Togo.

Placée sous le parrainage du Ministère de l'Éducation nationale du Togo, l'édition 2025 consacre la montée en puissance d'une initiative devenue un véritable levier de promotion de l'excellence féminine dans les sciences et les technologies.

Créé en 2022 par Abira Bonfoh, Présidente et Fondatrice de la Fondation Asaal, le concours vise à révéler les talents scientifiques féminins, encourager les vocations et renforcer la confiance des jeunes filles engagées dans les disciplines STEM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques).

Depuis son lancement, quatre cohortes totalisant 57 jeunes apprenantes bénéficient d'un accompagnement structuré incluant mentorat, suivi académique et encadrement personnalisé. Un comité dédié assure un lien permanent avec les familles et veille à l'évolution académique et professionnelle des lauréates, y compris à l'international.

L'édition 2025 prévoit une enveloppe globale de 16 millions de francs CFA répartie entre quinze lauréates. La Reine des Sciences & Technologies reçoit 5 millions de FCFA, la Première Duchesse 3 millions, la Deuxième Duchesse 2 mil-



lions, tandis que les douze autres lauréates perçoivent chacune 500 000 FCFA.

Fait notable, les montants sont consignés sur des comptes dédiés et bloqués jusqu'à l'obtention du baccalauréat, garantissant une utilisation orientée vers la réussite académique et l'autonomisation durable.

Le choix de l'Assemblée nationale pour abriter la cérémonie de distinction confère à l'événement une portée républicaine et symbolique forte. Il traduit la convergence des pouvoirs publics autour d'un objectif commun qui est la promotion de l'éduca-

tion scientifique des jeunes filles et l'encouragement de leur pleine participation au développement national.

À travers ce concours, la Fondation Asaal consolide son positionnement comme acteur crédible de transformation sociale, œuvrant à l'intersection de l'éducation, de l'innovation et de l'inclusion.

La cérémonie officielle de remise des prix est prévue ce 17 février 2026 à partir de 15 heures, suivie d'un dîner de clôture réunissant partenaires institutionnels, acteurs éducatifs et représentants du secteur privé.

NÉCROLOGIE

Le musicien, arrangeur et producteur de musique ghanéen, Ebo Taylor est mort à 90 ans

Ebo Taylor, né le 7 janvier 1936 à Cape Coast (Côte-de-l'Or britannique) et mort le 7 février 2026 à Accra (Ghana), est un musicien, arrangeur et producteur de musique ghanéen qui s'est exprimé dans le style musical du highlife, qu'il a contribué à moderniser en le mariant au jazz et aux instruments amplifiés. Il est considéré comme "le trait d'union entre Accra, berceau du highlife, et Lagos, la Mecque de l'afrobeat".

Ebo Taylor touche à la musique dès son plus jeune âge. Dans les années 1950 il s'intéresse à la guitare électrique, dont le son l'attire. Il abandonne ses études d'entreprise en sciences et devient musicien professionnel à l'âge de dix-neuf ans. En 1956, Ebo Taylor se lance dans la musique et commence par se produire dans le Highlife, genre qui fait déjà l'unanimité dans l'Afrique anglophone dans les années post-indépendance, dont il va par la suite métisser avec les sonorités venues d'Amérique, que ce soit du Nord ou du Latine, comme le jazz, funk ou encore calypso. Un équivalent ghanéen de Fela Kuti, dont il croise notamment la route à Londres dans les années 1960. Moins bien distribués que ceux du légendaire roi nigérian de l'afrobeat, ses disques des années 1970, essentiels, sont redécouverts en Europe dans les années 2000.

Après s'être produit au Ghana, au Nigeria, en Côte d'Ivoire, au Togo ou au Burkina Faso avec le groupe de highlife Stargazers Band, après avoir perfectionné sa technique guitaristique au sein du Broadway Dance Band, Ebo Taylor se rend en Angleterre en 1962 pour étudier la composition et l'art d'arranger à la Eric Guilder School of Music. Il y rencontre et devient ami avec le nigérian Fela Kuti, futur créateur de la musique "afrobeat". Tous deux s'intéressent de très près à la musique de Miles Davis, Charlie Parker et John Coltrane. Taylor s'intéresse aussi aux guitaristes de jazz américains tels que Kenny Burrell, Wes Montgomery, Jim Hall, Georges Benson.



Après son retour au Ghana en 1965, Ebo Taylor est devenu un arrangeur et producteur interne pour des labels tels qu'Essiebonds, travaillant avec d'autres stars ghanéennes majeures, dont C.K. Mann et Pat Thomas. Il était payé pour écrire pour eux, jouer de la guitare lors de sessions et superviser des enregistrements. Des années 1970 aux années 1980, Taylor a créé une série de ses propres albums solo qui offraient des fusions uniques mais très populaires de sons ghanéens traditionnels, d'Afrobeat, de jazz, de soul et de funk dans des albums tels que My Love and Music, Twer Nyame, et Me Kra Tsie. Son single "Heaven" de cette époque figure parmi les airs ghanéens Afrobeat les plus vénérés de l'époque.

Taylor a formé Uhuru-Yenzu en 1980 et a publié les albums Conflict Nkrumah! Nsamanfo: People's Highlife, Vol. 1 et Hitsville Revisited. Après l'album Pat Thomas & Ebo Taylor en 1984, le guitariste a cessé d'enregistrer et de faire des tournées et s'est concentré sur la production, les arrangements et la composition pour des dizaines d'autres artistes.

En 2008, Ebo Taylor a rencontré les musiciens de l'Afrobeat Academy de Berlin, dont le saxophoniste Ben Abarbanel-Wolff, basé à Berlin. Un an plus tard, Usher a échantilloné "Heaven" pour son tube "She Don't Know" (feat. Ludacris). En 2010, Taylor a fait équipe avec l'Afrobeat Academy

de Berlin pour Love and Death sur Strut Records, son premier album distribué à l'échelle internationale. Il a proposé de réenregistrer ses succès highlife et Afrobeat. Son succès a incité Strut à publier la rétrospective stellaire Histories of life: Highlife & Afrobeat Classics 1973-1980 au printemps 2011.

Cet album marque le début d'une renaissance populaire pour Taylor dans le monde entier. Les premiers singles et autres morceaux sont apparus sur plusieurs compilations au cours des prochaines années. En 2015, Ebo Taylor s'associe au comeback de Pat Thomas avec un nouvel album solo de trente minutes, toujours au son du Highlife qui lui est propre, en compagnie des rythmiques reggae et au swing de la soul, nommé My Love and Music, vendu à tout juste 500 copies pour sa version originelle, et s'échange maintenant à prix d'or entre fans spécialisés, la preuve exemplaire du succès prolongé d'Ebo Taylor.

Après un long éloignement de sa carrière musicale, Ebo Taylor revient sur le devant de la scène à l'âge de 75 ans et enregistre deux albums dans les années 2010, après avoir été échantilloné par des producteurs de hip hop et sa tardive découverte par le public occidental.

Ebo Taylor est mort le samedi 7 février 2026, à l'âge de 90 ans, à Accra (Ghana).

LA BANQUE MONDIALE LANCE L'INDICE DE CAPITAL HUMAIN PLUS (ICH+)

Le score du Togo (136) au-dessus de la moyenne régionale

Dans un nouveau rapport publié ce 12 février 2026, le Groupe de la Banque mondiale affirme que, au cours des quinze dernières années, malgré la hausse des revenus et la réduction de la pauvreté, les deux tiers des pays à revenu faible et intermédiaire ont enregistré des reculs en matière de nutrition, d'apprentissage ou de compétences de la main-d'œuvre. Les lacunes actuelles en nutrition, apprentissage et compétences acquises au travail réduisent de moitié les revenus futurs des enfants nés aujourd'hui. Le rapport intitulé *Building Human Capital Where It Matters: Homes, Neighborhoods and Workplaces* révèle que, dans 86 des 129 pays à revenu faible et intermédiaire, les résultats en matière de nutrition, d'apprentissages ou de développement des compétences professionnelles se sont détériorés entre 2010 et 2025. Pour y remédier, il est indispensable de repenser les investissements

Late Pater

Dans un nouveau rapport publié ce 12 février 2026, le Groupe de la Banque mondiale affirme que, au cours des quinze dernières années, malgré la hausse des revenus et la réduction de la pauvreté, les deux tiers des pays à revenu faible et intermédiaire ont enregistré des reculs en matière de nutrition, d'apprentissage ou de compétences de la main-d'œuvre. Les lacunes actuelles en nutrition, apprentissage et compétences acquises au travail réduisent de moitié les revenus futurs des enfants nés aujourd'hui. Le rapport intitulé *Building Human Capital Where It Matters: Homes, Neighborhoods and Workplaces* révèle que, dans 86 des 129 pays à revenu faible et intermédiaire, les résultats en matière de nutrition, d'apprentissages ou de développement des compétences profes-

sionnelles se sont détériorés entre 2010 et 2025.

Pour y remédier, il est indispensable de repenser les investissements dans le capital humain. Le rapport s'accompagne du lancement d'une version étendue de l'indice de capital humain, baptisée ICH+, qui fournit de nouvelles données nationales et régionales pour le suivi de l'accumulation de capital humain de la naissance à l'âge de 65 ans, ainsi qu'un indicateur permettant de mesurer l'impact des déficits en termes de manque à gagner sur les revenus futurs du travail.

Cet indicateur permet d'observer, pour la première fois, la manière dont les gains – ou les pertes – de capital humain sur le marché du travail influent sur la productivité tout au long de la vie.

L'indice de capital humain Plus (ICH+) mesure l'efficacité avec laquelle un pays construit le capital humain, en

suivant la probabilité que les enfants d'aujourd'hui deviennent des adultes en bonne santé, éduqués et productifs. Le capital humain est tout ce qui rend les gens productifs, de l'éducation et des compétences à la santé et à la résilience. Ces qualités sont précieuses à part entière et essentielles à la réussite dans la vie et le travail. Ils aident les gens à apprendre, à gagner, à grandir et à contribuer à leur communauté. Un enfant qui termine six ans de scolarité construit une base en alphabétisation et en mathématiques, formant les premiers stades du capital humain. Avec chaque année supplémentaire de scolarité, cette fondation se renforce, en élargissant les connaissances avancées, la pensée critique et l'adaptabilité nécessaires pour réussir dans une main-d'œuvre moderne. L'ICH+ mesure cette croissance cumulée, montrant comment les pays construisent le capital humain

dans le capital humain. Le rapport s'accompagne du lancement d'une version étendue de l'indice de capital humain, baptisée ICH+, qui fournit de nouvelles données nationales et régionales pour le suivi de l'accumulation de capital humain de la naissance à l'âge de 65 ans, ainsi qu'un indicateur permettant de mesurer l'impact des déficits en termes de manque à gagner sur les revenus futurs du travail...

... L'ICH+ du Togo est le plus affecté par son score dans le pilier éducation. Comparé à tous les pays de l'ICH+, le score d'éducation du Togo (63) est le plus éloigné de la médiane et est également similaire à la moyenne pour la région de l'Afrique subsaharienne (62) et supérieur à la moyenne pour les revenus à faible revenu (52)...

grâce à des investissements soutenus dans l'éducation, la santé et l'emploi.

Pour son calcul, l'ICH+ intègre trois piliers du développement humain – la santé, l'éducation et l'emploi – chacun essentiel à la construction du capital humain d'un pays. Chaque pilier est pondéré par sa contribution à un score potentiel total de 325. Un score de 0 reflète les conditions où le capital humain ne peut pas se développer : retard de croissance universel, pas de scolarité et pas de perspectives d'emploi. Une note de 170 reflète la somme totale des investissements d'un pays dans la santé, l'éducation et la participation de la main-d'œuvre tout au long du cycle de vie. Avec un maximum théorique de 325, il y a une possibilité d'amélioration supplémentaire de 155 points. L'indice permet de saisir les progrès au sein de chaque pilier. Par exemple, chaque année d'enseigne-



Le pilier éducation a beaucoup affecté l'ICH+ du Togo

ment universitaire augmente l'ICH+ par 16 points, reflétant la valeur ajoutée des compétences avancées. Mais le capital humain peut s'éroder lorsque les compétences acquises grâce à l'éducation ne sont pas appliquées sur le marché du travail. Cette dépréciation souligne la nécessité d'investir continuellement dans la santé, l'éducation

et l'emploi pour la croissance du capital humain.

Le score ICH+ du Togo de 136 reflète ses investissements dans la santé, l'éducation et la participation de la main-d'œuvre. «Avec un maximum théorique de 325, il y a une possibilité d'amélioration supplémentaire de 189 points. Chaque augmentation de 10 points – réalisable grâce à des réformes politiques ciblées – se traduit par environ 10% de bénéfices futurs plus élevés», ajoute le document. Ce score est plus élevé que la moyenne pour la région de l'Afrique subsaharienne (127) et plus que la moyenne pour les pays à faible revenu (114). Sous cette barre de la moyenne, on a le Bénin (125), le Burkina Faso (107), la Côte d'Ivoire (115), la Guinée (104), la Gambie (114), la Guinée-Bissau (113), le Mali (94), le Niger (101), le Sénégal (109), la Sierra Leone (117). Au-dessus de cette moyenne, comme le Togo, il y a aussi le Ghana avec un score ICH+ de 153, Maurice (201), le Nigeria (131). La moyenne pour la région Europe & Asie centrale est de 238 ; 252 pour les pays à revenu élevé ; 214 pour la région Asie de l'Est et région du Pacifique ; 205 pour les pays à revenu intermédiaire supérieur.

L'ICH+ du Togo est le plus affecté par son score dans le pilier éducation. Comparé à tous les pays de l'ICH+, le score d'éducation du Togo (63) est le plus éloigné de la médiane et est également similaire à la moyenne pour la région de l'Afrique subsaharienne (62) et supérieur à la moyenne pour les revenus à faible revenu (52). Le score dans le pilier santé est de 38 ; celui dans le pilier emploi est de 35.

L'ICH+ score pour les femmes au Togo est de 128 par rapport aux hommes (144). Cet écart de 16 points indique qu'en raison des différences dans le capital humain acquis par les hommes et les femmes au Togo, le potentiel de gain des femmes sera inférieur de 16% aux hommes. Si cet écart devait être comblé, le score de l'ICH+ global du Togo augmenterait de 136 à 144, indiquant une augmentation globale des bénéfices futurs du Togo de 8%.

PROTECTION DES FEMMES ET DES FILLES CONTRE TOUTES LES FORMES DE VIOLENCE

Le Togo expose sa stratégie à la Conférence internationale sur la femme de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI)

A la Conférence internationale sur la femme organisée par l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) au début du mois au Caire en Égypte, Moni SANKAREDJA-SINANDJA, la Ministre des Solidarités, du Genre, de la Famille et de la Protection de l'Enfance, a présenté l'approche globale du Togo en matière de protection des femmes et des filles contre toutes les formes de violence, avec un accent particulier sur la lutte contre le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines (MGF).

F. Woussou

En lien avec le thème de la rencontre qui est « Mobiliser les discours religieux et médiatiques et leur impact sur la protection et la promotion des droits des femmes dans les États membres de l'Organisation de la Coopération Islamique », l'officielle togolaise a affirmé que la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles est plus efficace lorsqu'elle s'appuie sur le droit ; mobilise les discours religieux et médiatiques ; implique les communautés comme moteurs du changement ; respecte les valeurs culturelles, tout en protégeant la dignité humaine.

En matière de protection des femmes et des filles contre toutes les formes de violence, l'action du Togo repose sur trois (03) piliers complémentaires : Renforcement du cadre juridique, renforcement des capacités des acteurs, sensibilisation et mobilisation communautaire.

La Ministre a relevé qu'au niveau du renforcement juridique, le Togo a mis en place un arsenal juridique solide visant à prévenir, interdire et sanctionner les violences faites aux femmes et aux filles, notamment : la garantie constitutionnelle de l'égalité et de la non-discrimination ; des lois interdisant explicitement les mutilations génitales féminines et les violences basées sur le genre ; les codes pénal, du travail, des personnes et de la famille ainsi que du foncier, protégeant

les droits civils, sociaux et économiques des femmes ; des textes protégeant les apprenants, luttant contre le harcèlement, la cyberviolence et garantissant la protection de la vie privée. « L'objectif est d'éliminer toute base légale ou coutumière pouvant justifier les pratiques néfastes », a déclaré Moni SANKAREDJA-SINANDJA.

Au niveau du renforcement des capacités des acteurs, les actions concernent les élus locaux ; les médias, en particulier les radios communautaires ; les parents, les jeunes, les femmes et les organisations communautaires afin de provoquer un changement durable des attitudes et des comportements. ~

Les leaders religieux et traditionnels occupent une place de choix dans cette approche. Ils élaborent eux-mêmes d'argumentaires religieux valorisant la dignité et le rôle de la femme, tout en corrigeant les interprétations erronées ; s'engagent solennellement contre les mariages



Moni SANKAREDJA-SINANDJA, Ministre des Solidarités, du Genre, de la Famille et de la Protection de l'Enfance

d'enfants et les pratiques néfastes ; dirigent les cellules communautaires de veille mises en place par les autorités et élaborent (avec l'appui des élus et des services techniques) des plans d'actions communautaires qui respectent à la fois la loi et les valeurs locales.

Il est à rappeler que la conférence a été organisée conjointement par Al-Azhar, le Conseil national égyptien pour la femme et l'Organisation de la Coopération Islamique avec la participation des Ministres, de hauts res-

ponsables, de représentants d'Organisations internationales et régionales, d'institutions religieuses, intellectuelles et médiatiques, ainsi que d'experts et d'universitaires des États membres de l'OCI.

Le Togo est devenu le 55e membre de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) en 1997 après l'approbation unanime de sa demande lors de la réunion annuelle des ministres des Affaires étrangères de l'OCI à New York.

RENFORCEMENT DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES CHEZ DES PETITS PRODUCTEURS

Les derniers chiffres du Pro-SADI dans les Savanes et la Kara

Late Pater

Le projet «Renforcement des systèmes alimentaires pour un accès durable des petits producteurs aux intrants agricoles (Pro-SADI)» vise à renforcer la production agricole et améliorer la résilience des populations vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, face aux crises alimentaires et sécuritaires, et propose une série d'interventions per-

mettant d'apporter une réponse urgente et durable aux problèmes d'accès des petits producteurs vulnérables aux intrants agricoles. Pour atteindre les bénéficiaires, des zones d'aménagements agricoles planifiées (ZAAP) et des organisations de producteurs agricoles ont été identifiées autour des écoles à cantines, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial. A la faveur d'une mission conjointe de la Délégation de

l'Union européenne (UE) au Togo, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM), dans la région de la Kara, l'équipe de pilotage a diffusé les derniers résultats de l'initiative.

Dans la région de la Kara, des intrants (semences améliorées et certifiées de maïs ou de riz, engrangement NPK 15-15-15 et urée 46%N) pour la production pluviale à 7 986 petits

producteurs ; des semences certifiées (piment, oignon ou tomate), des engrangements maraîchers NPK 10-20-20 et des biopesticides pour la production de contre-saison 907 maraîchers ; formation aux techniques de vulgarisation et de gestion des entreprises agricoles au profit de 83 nouveaux conseillers agricoles ; une unité d'étuvage du riz local construite sur environ 600

(suite à la page 6)

PROJET DE SOUTIEN À LA PROMOTION DU MARAÎCHAGE AGROÉCOLOGIQUE PAYSAN AU TOGO

Une mission de la FIDA évalue la mise en œuvre

Une équipe du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) vient d'achever un séjour au Togo (du 2 au 13 février 2026), pour superviser le Projet de Soutien à la promotion du maraîchage agroécologique paysan au Togo (ProSMAT) piloté par la Coordination Togolaise des Organisations Paysannes et de producteurs agricoles (CTOP).

Etic J.

Il s'agit pour le FIDA, qui a assuré le financement du projet à hauteur de 2,4 millions de dollars, soit environ 1,5 milliard FCFA, d'évaluer en profondeur l'avancement technique, financier et institutionnel du projet. « Vérifier si tout est cohérent avec le plan de travail, le cadre logique et l'objectif global qui est de renforcer la résilience des agriculteurs familiaux face au changement climatique et aux autres chocs exogènes, en soutenant la transition agroécologique au sein de la filière maraîchère », assure-t-on à la CTOP.

On informe que sur place, les superviseurs ont examiné l'opérationnalisation des 20 fermes écoles, la formation de 500 maraîchers relais et la diffusion des pratiques agroécologiques ; les unités de production d'intrants, les avancées en irrigation, les 25 unités de transformation féminines, les caisses endogènes paysannes pour les femmes, les actions nutritionnelles et les aspects commercialisation/certification/marchés ; la gestion du projet par la CTOP (gouvernance, finances, conformité aux normes GAFSP/ FIDA, suivi-évaluation) ;

La satisfaction et l'appropriation par les bénéficiaires (coopératives, maraîchers, femmes transformatrices, jeunes) et l'efficacité des partenariats (FENOMAT, REJEPPAT, FEPROMAT, ICAT, INADES, autorités locales, synergies avec ProMIFA, PRIMA, FSRP...) ont également été scrutés. « À la fin de la mission, l'équipe du FIDA rédigera et restituera un Aide-Mémoire contenant les constats principaux, les recommandations pratiques et les ajustements nécessaires pour accélérer la mise en œuvre du projet ProSMAT et préparer efficacement la revue à mi-parcours », fait-on savoir.

Lancé le 30 janvier 2025, le Projet de Soutien à la promotion du maraîchage agroécologique paysan au Togo (ProSMAT 2027) vise à renforcer la résilience des agriculteurs familiaux face au changement climatique et aux autres chocs exogènes au travers de la promotion de l'agroécologie, avec le soutien du Global Agriculture and Food Security Program (GAFSP) et la supervision du FIDA.

Le projet a pour objectifs principaux d'appuyer l'intensification de la production du maraîchage agroécologique et le renforcement des capacités des organisations maraîchères engagées dans l'agroécologie au Togo ; de renforcer la valorisation et la consommation des produits maraîchers agroécologiques ; Renforcer les capacités de gestion et d'influence et de dialogue des organisations de maraîchers et de la CTOP sur les politiques en faveur de l'agroécologie ; Assurer une gestion efficace, la pro-

duction et la gestion des connaissances sur le projet.

9 885 bénéficiaires répartis dans seize (16) préfectures du Togo profitent de cette initiative, incluant producteurs, transformatrices, jeunes entrepreneurs, et consommateurs. Dans ce cadre, après le recyclage des maîtres formateurs de ces 20 fermes écoles, la Coordination Togolaise des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles (CTOP) avait lancé la première vague de for-



mation des paysans relais du 15 au 21 septembre 2025. 248 maraîchers relais issus de 128 coopératives (à raison de deux par coopérative), venus des 16 préfectures cibles, ont été formés dans 19 fermes écoles modèles réparties à travers le pays. A terme, au total 250 coopératives et 500 animateurs endogènes de-

vraient être concernés.

Pendant la formation les participants ont été outillés sur la fertilisation organique et la gestion des sols pour des terres plus fertiles, la lutte biologique contre les ravageurs et maladies pour dire adieu aux pesticides chimiques, la rotation culturelle et l'association des plantes pour une



biodiversité accrue, l'irrigation raisonnée et la gestion de l'eau, la planification des cultures selon les saisons, les techniques de production agroécologique du maraîchage et la gestion des produits post-récolte pour minimiser les pertes et maximiser les revenus.

Ces derniers diffuseront ces tech-

niques auprès de milliers d'autres producteurs, favorisant une agriculture résiliente face au changement climatique, une meilleure sécurité alimentaire, et des opportunités économiques pour les familles rurales devenant ainsi de véritables ambassadeurs des pratiques agroécologiques dans leurs communautés.

POLICE NATIONALE

La posture professionnelle réaffirmée pour 2026

Maintenir le cap dans la mission de protection des personnes et des biens, des institutions, ainsi que du territoire et de la souveraineté nationale, avec une attention particulière portée aux zones sensibles et frontalières ; Renforcer la confiance des populations envers l'institution policière ; Cultiver la performance dans l'exercice quotidien des missions, tout au long de l'année, sont les trois (3) axes sous lesquels la Police nationale va mener ses actions en 2025.

Faustin Woussou

Lors de la réunion de commandement de la police nationale du 30 janvier 2026, un moment de reconnaissance, de motivation et de projection vers une Police Nationale encore plus performante, alignée sur la vision du Président du Conseil pour une institution professionnelle et compétitive, le Directeur général, le Commissaire divisionnaire de police Babarime Akatao, a indiqué qu'en ce qui concerne l'axe 1, la Direction générale de la Police nationale (DGPN) prône la pro-action ou la prise d'initiative ; la prévention ou l'anticipation ; l'adaptation, l'intelligence opérationnelle et collaboration.

À l'axe 2, il est revenu sur la police de proximité en prônant la bonne qualité d'accueil, la disponibilité, la présence sur le terrain avec une posture professionnelle ferme mais courtoise, la coproduction de la sécurité dans le respect scrupuleux des droits humains. Au niveau de l'axe 3, il a prôné la culture de la performance où il a exhorté les fonctionnaires de police à cultiver l'efficacité et l'efficience, à renforcer les capacités des effectifs, et à assurer la bonne remontée des données statistiques ainsi que

l'entretien des locaux.

A la Police nationale, on indique que cette première réunion de commandement de l'année 2026 marque un engagement collectif renouvelé, une ligne de conduite claire et une exigence commune d'une Police nationale disciplinée, professionnelle, exemplaire, et résolument tournée vers la protection des populations. Babarime Akatao a saisi l'occasion pour féliciter ses « éléments » pour leur dévouement et leur bravoure dans l'atteinte des résultats obtenus en 2025 et dans l'accomplissement des missions de protection du pays, des institutions et des citoyens qui leur sont confiées.

Faisant siennes la maxime « qui aime bien châtie bien », le DG de la police nationale a remonté les bretelles à certains chefs de service laxistes, souvent timorés dans leur devoir de contrôle de la posture des éléments sur le terrain. Il a invité les fonctionnaires de police à proscrire les violences gratuites et les bavures. Il leur a conseillé de rester professionnels et à être à l'écart des commentaires politiques sans oublier de louer les efforts du gouvernement pour l'amélioration croissante des conditions de travail des fonctionnaires de police.



Le ministre de la sécurité et le DC de la PN



L'enseigne du nouveau commissariat de police Mango

Toutes choses qui font corps avec les exhortations du ministre de la sécurité Calixte Madjoulba qui a rappelé avec force, l'exigence d'exemplarité, affirmant que les femmes et les hommes chargés de faire respecter la loi doivent être les premiers à l'appliquer. « La loi doit être notre boussole, et la République, notre seule référence », a-t-il dit. L'autorité a invité la Police à faire de l'année 2026 une année où la sécurité sera davantage au service des populations, en accord avec la politique générale du gouvernement et conformément au message de vœux du Président du Conseil, en s'appuyant sur une communication renforcée, une présence opérationnelle accrue

sur le terrain et des moyens mieux adaptés.

A l'occasion, quatorze (14) véhicules pick up neufs ont été réceptionnés et sont destinés à renforcer la mobilité, la réactivité et les capacités opérationnelles des unités de police à travers le pays. Il faut indiquer que depuis quelques années déjà, le gouvernement ne ménage aucun effort pour permettre à la Police nationale de jouer pleinement son rôle dans le pays. L'année dernière des infrastructures ont été construites ou rénovées, illustrant les efforts constants d'amélioration du cadre de travail et de modernisation des installations policières.

Il en est ainsi des travaux de cons-

truction des commissariats de Cinkassé et de Mango, initiés le 4 juin 2025 grâce au partenariat entre la Police Nationale Togolaise et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), ces infrastructures modernes ont été officiellement remises au Ministre de la Sécurité, le 18 décembre 2025, de même qu'une Jeep, des motos, d'un lot d'équipement de patrouilles ainsi que de matériels mobiliers et informatiques.

Au gouvernement, on indique que ces dotations marquent une avancée significative dans le renforcement des capacités opérationnelles des forces de sécurité et l'amélioration de l'accueil du public.

AU TROISIÈME TRIMESTRE 2025

Hausse de 5,9% du chiffre d'affaires des « Activités des services marchands » en glissement annuel

L'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) publie les performances des activités des services marchands au 3ème trimestre 2005, vu sous l'angle du chiffre d'affaires.

E. J.

La hausse de 5,9% constatée est principalement tirée par la hausse du chiffre d'affaires enregistrée par les « Activités pour la santé humaine et l'action sociale (+44,4%) », « Activités de soutien et de bureau (+34,2%) », les « Activités immobilières (+13,8%) », et l'« Activités spécialisées, scientifiques et techniques (+11,4%) ». « La moyenne des trois premiers trimestres de 2025 par rapport à la moyenne des trois premiers trimestres de 2024 affiche une

appréciation de 8,4% du chiffre d'affaires de l'activités des services montrant ainsi une meilleure dynamique du secteur par rapport à 2024 », dit l'INSEED.

Dans les détails, sous la période revue, la branche de « Transports et entreposage » connaît une hausse de 10,2% de son chiffre d'affaires en glissement annuel. Cette croissance est principalement portée par, les « Transports par eau » de 154,3% et les « Transports terrestre » de 31,5%. Cependant, cette hausse est atténuée par une dépréciation du

chiffre d'affaires des « Activités de poste et de courrier » de 7,0%. « La moyenne des trois premiers trimestres de 2025 par rapport à la moyenne des trois premiers trimestres de 2024, montre une bonne performance du secteur avec une hausse de 10,6 % du chiffre d'affaires », indique l'INSEED.

L'activité « Hébergement et restauration » connaît au 3ème trimestre 2025 une baisse de 2,6% de son chiffre d'affaires en glissement annuel. Cette baisse s'explique par une diminution de l'activité de la branche «

Hébergement » de 15,6% sur la période. La moyenne du chiffre d'affaires des trois premiers trimestres de 2025 comparée à la même période de 2024 enregistre une baisse de 4,2 %.

Quant au chiffre d'affaires de l'activité de l'« Information et communication », il connaît une relative stabilité au 3ème trimestre de 2025 en glissement annuel. La moyenne des trois premiers trimestres de 2025 comparée à celle de 2024, montre une appréciation de l'activité avec une hausse de 4,3% du chiffre d'affaires,

ce qui montre un secteur en plein croissance.

L'INSEED informe que le chiffre d'affaires des « Activités spécialisées, scientifiques et techniques » enregistre une hausse de 11,4% au cours du 3ème trimestre de 2025 par rapport au troisième de 2024. Cette hausse est en lien avec l'augmentation de 27,7% du chiffre d'affaires des « Activités des sièges sociaux ; conseil en gestion ». La moyenne des trois premiers trimestres de 2025 par rapport à la moyenne des trois premiers

(suite à la page 7)

VOLLEY-BALL/FTVB/

Noël Kokou Tadegnon : "Construire le volley-ball de demain" au Togo

Dans une interview exclusive accordée à CSports Infos, le président de la Fédération Togolaise de Volley-ball (FTVB), Noël Kokou Tadegnon, revient sur cette évolution, les chantiers en cours et les obstacles qui freinent encore l'essor de la discipline.

Hervé A.

CSports Infos : Monsieur le Président, pourriez-vous nous dresser un bilan de l'état actuel du volley-ball au Togo ?

Noël Kokou Tadegnon : Le volley-ball togolais est en pleine relance. Nous avons décroché l'année dernière une qualification historique aux championnats du monde de beach-volley, preuve d'un réel progrès et d'un travail structuré. Cette évolution repose sur un travail de fond mené par la fédération, les techniciens et les joueurs.

Le dialogue entre dirigeants et athlètes reste permanent et fluide, tous partageant l'ambition de faire rayonner le volley-ball togolais sur les scènes africaine et internationale.

Quelles sont les actions spécifiques pour développer le beach-volley ?

Malgré nos moyens limités et les dettes, la fédération continue à investir dans la formation des jeunes. Un projet de développement est en cours, avec un accent particulier sur le beach-volley, discipline jugée stratégique. Le littoral togolais de 50 km constitue un atout majeur. Un circuit est envisagé de Lomé à Aného avec des programmes d'initiation scolaire et des compétitions pour jeunes et adultes.

Quels sont les principaux défis que rencontre actuellement le volley-ball togolais ?

Le principal défi de la FTVB reste financier. Faute de moyens, les équipes nationales à six participent peu aux compétitions internationales. Le beach-volley reste le principal levier de visibilité, avec l'ambition de rivaliser au sommet africain malgré les contraintes financières. Le sponsoring est également faible et l'aide internationale reste essentiellement technique.

Faute de moyens pour accueillir des



experts ou construire des infrastructures adéquates en dehors de Lomé, la progression demeure limitée. Des formations d'entraîneurs ont été organisées, mais doivent être renforcées. La fédération travaille aussi sur le marketing et a instauré des procédures de gestion rigoureuses pour améliorer la gestion et rassurer d'éventuels partenaires.

Quels sont les grands projets et les ambitions de la FTVB pour l'avenir ?

Le projet phare "Construire le volley-ball de demain" vise l'initiation précoce en milieu scolaire. Avec l'appui du ministère des Sports, le volley-ball a également été inclus dans les championnats scolaires, ce qui représente pour nous un succès majeur dans le développement de ce sport auprès des jeunes et dans les écoles.

Notre avenir repose sur la jeunesse, car j'ai eu moi-même la chance de débuter assez tôt le volley-ball. (CSports Infos)

JEUX D'HIVER 2026/

L'IA, un "facilitateur" omniprésent dans la diffusion des Jeux

L'intelligence artificielle est partout, et évidemment dans le sport. Le CIO s'en est emparé en lançant un agenda olympique dédié en 2024. Déjà présente lors des Jeux de Paris, l'IA le sera encore aux Jeux d'hiver de Milan-Cortina 2026. Un "facilitateur" désormais indispensable selon l'instance, notamment en matière de storytelling, pour accompagner les diffuseurs, mettre en avant les athlètes et stimuler l'intérêt du public.

Rendre les sports plus compréhensibles

Yannis Exarchos, CEO d'Olympic Broadcasting Services et Directeur exécutif d'Olympic Channel Services, résume l'intérêt des nouvelles technologies en trois points : l'habilitation (faire des choses qui étaient impossibles auparavant), l'engagement (rendre le récit et la couverture des Jeux plus passionnantes et plus captivantes) et l'efficacité (rendre les Jeux plus durables, plus faciles à gérer). L'IA est utilisée de différentes manières, par exemple pour générer très rapidement des relais à 360 degrés. "À Paris, nos détenteurs de droits médiatiques ont vraiment apprécié, ils ont beaucoup utilisé ces relais à l'antenne et sur les réseaux sociaux", explique Exarchos. La possibilité de choisir l'angle de vue permet par exemple de décomposer un saut acrobatique, de l'analyser, d'apprécier la technique et la précision de l'athlète. "Cela rend le sport plus compréhensible et bien sûr, cela rend les efforts des athlètes plus impressionnantes."

"Satisfaire tous les modes de consommation"

La production automatisée des résumés des compétitions, déjà en place à Paris, est aussi perfectionnée à Milan. "C'est extrêmement utile pour des événements de grande envergure comme les Jeux olympiques car cela permet à chaque diffuseur de personnaliser le contenu en fonction de son pays, de chaque sport et de chaque athlète. Ils peuvent choisir la durée qu'ils souhaitent, s'ils veulent insérer de la publicité, etc. À Paris, le système a fourni 100.000 courts résumés. C'est en partie pour cette raison que les Jeux de Paris ont eu une telle visibilité. Nous le ferons pour la première fois pour les Jeux d'hiver."

Quelques 6.000 heures de contenus seront produites pour ces Jeux. "Il existe aujourd'hui tellement de plateformes différentes, chacune avec ses propres modes de consommation. Nous devons permettre aux diffuseurs d'utiliser tous ces types de contenus, c'est pourquoi nous finis-

sons par produire autant, ce qui n'aurait bien sûr pas été possible sans la technologie. L'IA permettra-t-elle, au bout de la chaîne, d'augmenter les recettes ? Elle apparaît en tout cas comme un outil intéressant alors que les revenus des Jeux d'hiver sont restés stables depuis Vancouver 2010.

"Le point de départ consiste à s'assurer que nous fournissons un produit exceptionnellement attrayant pour toutes les catégories démographiques et toutes les zones géographiques, répond Exarchos à Francs Jeux. En 2024, si les Jeux ont occupé une place aussi centrale dans la vie quotidienne de chacun, c'est précisément en raison de la diversité des contenus, qui pouvaient être consommés de tant de façons différentes. Même si les revenus et leur augmentation sont un effet secondaire, nos efforts y sont étroitement liés car nous nous efforçons de satisfaire tous les modes de consommation possibles, pour tous les publics possibles."

FOOTBALL/BENFICA-REAL/

"Battre le Real une fois est déjà difficile, mais deux...", Mourinho ne croit pas au miracle en Ligue des champions

Sorti victorieux du duel contre le Real Madrid en janvier en phase de Ligue des champions, José Mourinho ne croit pas au miracle à la veille du barrage aller entre son Benfica et les coéquipiers de Kylian Mbappé.

C'était l'un des accidents de parcours du Real Madrid en Ligue des champions. Pour le dernier match de la phase de ligue, les Madrilènes ont vécu une soirée cauchemardesque marquée par deux expulsions en fin de match (Raul Asencio puis Rodrygo) et une lourde défaite infligée par le Benfica Lisbonne (4-2). Avec le dernier but, inscrit par son gardien, le club portugais avait même fait d'une pierre de coup, éliminant l'OM de la compétition au passage en leur passant devant au classement au dernier moment.

C'est maintenant pour une place en huitièmes de finale de Ligue des champions que les deux équipes vont s'affronter en deux matchs, aller et retour, dès ce mardi soir... encore à Lisbonne. Mais malgré leur victoire lors de leur dernière confrontation, José Mourinho n'affiche pas une grande confiance. "Je prévois un adversaire simi-



aire à celui que nous avons affronté après Lisbonne, où l'entraîneur a su tirer des leçons de cette expérience, modifier la structure de l'équipe et passer d'une situation difficile, d'une défaite inattendue et retentissante, à trois victoires consécutives en championnat", a détaillé en conférence de presse l'ancien entraîneur des Merengues pendant trois saisons de 2010 à 2013.

En conférence de presse, José Mourinho n'a pas tarî d'éloges sur le jeu du Real Madrid, minimisant les chances d'élimination des Merengues par le Benfica Lisbonne. "Je ne pense pas qu'il faille un miracle pour que Benfica élimine le Real Madrid. Il faut que Benfica soit au meilleur de sa forme. Même pas au-dessus de son niveau, mais au maximum, presque à la perfection, qui n'existe pas. Mais pas un miracle", a-t-il avoué. "Battre le Real Ma-

dra une fois est déjà très difficile, mais les battre deux fois l'est encore plus. Gagner trois fois, ou même en match à élimination

directe, est encore plus ardu", a ensuite ajouté le technicien portugais.

Le nouvel entraîneur de la Maison-Blanche, Alvaro Arbeloa, a aussi été loué par José Mourinho. "J'adorerai éliminer le Real Madrid, mais je souhaite vraiment qu'Arbeloa remporte la Liga et reste au Real Madrid pendant de nombreuses années, car il a énormément de talent. C'est un vrai Madridista avec une forte personnalité", a-t-il lancé.

Interrogé sur son retour au Bernabeau pour le match retour, l'ancien coach de Chelsea n'a pas souhaité s'étalement sur son attachement au club. "J'espère qu'ils m'oublieront et se concentreront sur la qualification du Real Madrid. C'est l'objectif de l'équipe et des supporters: éliminer Benfica et remporter la Ligue des champions", a sobrement répondu le technicien de 63 ans.

BRÈVES

Des préservatifs de Milan Cortina revendus à prix d'or en ligne

Le 14 février dernier, le porte-parole du CIO, Mark Adams, confirmait que les 10.000 préservatifs proposés gratuitement aux athlètes participant aux Jeux de Milan Cortina avaient trouvé preneurs en quelques jours. "10.000 ont été utilisés, pour 2.800 athlètes. Comme on dit, à vous de voir", avait-il déclaré, tout sourire, lors de son point-presse quotidien. Il était interrogé après des informations de presse selon lesquelles les stocks s'épuisaient, un peu plus d'une semaine après le début des Jeux (6-22 février).

Bonne nouvelle pour les athlètes, l'organisation des Jeux a annoncé que 5.000 exemplaires supplémentaires seraient livrés lundi, rapporte la presse italienne. Mais ces préservatifs servent-ils vraiment à leur utilisation première ? Depuis quelques jours, des annonces fleurissent sur les sites de ventes comme Vintered pour vendre les précieux sésames, frappés du logo Milan Cortina. Parfois à des prix exorbitants, qui avoisinent 100 euros.

Outre les préservatifs, des tenues des porteurs de la flamme olympique sont également disponibles à la vente. Lors des JO 2024, des tenues complètes de bénévoles, comprenant notamment la sacoche, le chapeau ou le maillot, avaient également été mises en ligne et s'étaient arrachées à prix d'or.

Après sa démission, Medhi Benatia déjà réclamé au Maroc !

À peine sa démission actée à l'OM, le désormais ex-directeur du football marseillais, Medhi Benatia, est réclamé au Maroc.

Coup de théâtre. Au lendemain d'une nouvelle contre-performance de l'OM, et le match nul 2-2 concédé à domicile contre Strasbourg dans le cadre de la 22e journée de Ligue 1, Medhi Benatia a officialisé ce dimanche sa démission du poste de directeur du football.

Dans un message adressé aux supporters, l'ancien défenseur international marocain (66 sélections, 2 buts) a fait part de son mal être grandissant. Il justifie sa décision par un environnement décrit comme délétère et incompatible avec l'exercice de ses fonctions.

"Je ressens une insatisfaction croissante, une rupture que je regrette profondément. À Marseille, le résultat est le seul juge de paix. Vous connaissez ma franchise et ma transparence ; donc, compte tenu des crispations autour de la direction, j'ai effectivement posé (et non proposé) ma démission, car selon moi, le club passera toujours avant les hommes et je ne souhaite pas que ma présence devienne une entrave ou un poids pour l'organisation et le développement. C'est pourquoi, après une longue réflexion, j'ai pris mes responsabilités et j'ai décidé, le lundi 9 février, de mettre fin à ma collaboration avec l'OM."

Quatre jours après le départ de l'entraîneur Roberto De Zerbi, cet événement enfonce un peu plus l'OM dans la crise. Quant à Benatia, il a déjà des touches du côté du Maroc, où les fans rêvent de le rapatrier. Son nom a été proposé ouvertement par certains médias à la fédération (FRMF). Reste à savoir si celle-ci donnera suite.

Tirage ce mardi pour la ligue des champions

La phase de groupes de la Ligue des champions de la Confédération africaine de football (CAF) est désormais terminée. Le point sur les huit qualifiés pour les quarts de finale, et la date du tirage au sort.

Dimanche, les derniers matchs de poules de la Ligue des champions de la CAF ont rendu leurs verdicts. Huit équipes se sont qualifiées pour les quarts de finale, dont le tirage au sort est prévu ce mardi au Caire, en Egypte, à partir de 14h locales, soit 13h du Maroc et 12h GMT.

Les favoris sont au rendez-vous. On pense à Al Ahly, le club le plus titré, aux Pyramids, tenants du titre, à l'Espérance de Tunis et aux Mamelodi Sundowns, vice-champions en titre, ayant décroché leur billet lors de l'ultime journée de groupes.

Le Maroc assure l'essentiel avec deux qualifiés sur deux possibles (RS Berkane et AS FAR Rabat), bien que ce soit comme deuxièmes. 2/2 aussi pour l'Egypte et ses représentants Pyramids et Al Ahly, seules équipes encore invaincues dans le tournoi.

Fiasco retentissant à l'inverse pour l'Algérie, dont la JS Kabylie, corrigeée 3-0 pour son dernier match, et le MC Alger sont passés à la trappe. Même sort pour la Tanzanie, qui a vu les Young Africans recalés en dépit de leur performance sur le finish, mais aussi le Simba SC.

Enfin, après des dernières années difficiles pour les clubs d'Afrique de l'Ouest, le Stade Malien s'impose comme la sensation de cette édition en terminant en tête de son groupe. Le tout, en obtenant au passage le scalp de l'Espérance de Tunis (0-0, 1-0). À noter que les premiers de groupes affronteront les deuxièmes.



Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté
Graphisme
Guillaume BOGLA

KPENDJAL 2, KPENDJAL-OUEST 1, OTI 2, OTI-SUD 1 ET KÉRAN 1

Les réalisés à revisiter lors de l'évaluation externe finale du projet 3ARC

Late Pater

Sur une durée de trois ans, allant du 1^{er} octobre 2023 au 30 septembre 2026, l'association de développement GEVAPAF (gestion de l'environnement et valorisation des produits agropastoraux et forestiers), basée à Mandouri dans la préfecture de Kpendjal, et l'ONG française Acting for Life mettent en œuvre le projet «Activités agropastorales apaisées et résilientes au changement climatique dans les communes des régions Savanes et Kara dans le nord Togo (3ARC)». Cinq communes sont ciblées : Kpendjal 2, Kpendjal-Ouest 1, Oti 2, Oti-Sud 1 et Kéran 1. Les impacts et résultats attendus sont : réduction de 50% des conflits entre agriculteurs et éleveurs ; réduction de 50% des ménages agropasteurs en situation de manque de nourriture ; au moins 75% des agropasteurs touchés doivent noter des changements positifs significatifs dans la cohabitation agriculteur-éleveur et dans leurs activités économiques ; 30 facilitateurs et animateurs formés sur les modules de dialogue social et de gestion de conflits dans la zone ; 400 petits producteurs/productrices et leurs organisations renforcés sur les pratiques agroécologiques et 75% de ceux-ci les appliquent ; au moins 150 petits éleveurs maîtrisent les techniques et constituent des stocks d'aliment bétail ; au moins 75% des ménages bénéficiaires de biodigesteurs limitent leur corvée de bois et réalisent des économies, 80% des femmes transformatrices touchées augmentent d'au moins 25% leurs revenus et 50% des jeunes apiculteurs augmentent leurs productions de miel et leurs revenus d'au moins 25%, etc. Le projet a ciblé 800 bénéficiaires directs (dont 50% de femmes), constitués de 400 agriculteurs et agro-éleveurs, 150 éleveurs, 150 transformatrices de produits agropastoraux et forestiers non ligneux et 100 apiculteurs, dans 5 coopératives de femmes et de jeunes et



dans les 5 collectivités territoriales. Une seconde phase du projet est en formulation. Pour soutenir cette dynamique et bien orienter les interventions de cette seconde phase, une mission d'évaluation finale externe des activités mises en œuvre est actuellement lancée, 2,5 ans après le début du projet. Et ce sont ses résultats, conclusions et recommandations qui vont porter la rédaction de la nouvelle proposition aux partenaires. L'appel à candidatures pour recruter l'évaluateur court jusqu'au 28 février prochain ; la mission terrain est prévue en mars ; le rapport provisoire au plus tard le 15 mai, suivi du rapport d'évaluation finale externe au plus tard le 31 mai 2026.

La fin de la mission de l'évaluateur, qui aidera à mesurer la plus-value du projet, sera appréciée concomitamment avec la situation ante qui a soutenu l'idée du projet 3ARC et motivé l'Agence française de développement et Acting for Life à le financer respectivement avec 270 000 euros et 30 000 euros. Les initiateurs du projet la décrivent. 55 à 71% des populations des régions de la Kara et des Savanes sont non seulement pauvres, mais encore elles ne peuvent satisfaire leurs besoins nutritionnels de base. Pour plus de 85% des ménages de la zone, l'agriculture et l'élevage constituent les principales activités économiques. Cependant, la majorité des ménages ruraux sont confrontés à une insuffisance de nourriture liée à la faible productivité des activités agricoles et agropastorales. Les performances de production des troupeaux sont faibles en raison de l'insuffisance et de la faible valeur fourragère des pâturages naturels et les approches pour une utilisation adéquate des pâturages naturels ont fait défaut. L'agriculture y est aussi confrontée à la faible productivité conséquence de faibles rendements, voire dérisoires à l'hectare, qui eux-mêmes révèlent une crise écologique marquée par une perte vertigineuse de

la fertilité biologique et physique de l'écosystème. Cette situation résulte de l'utilisation inappropriée et/ou abusive des ressources productives et d'un manque de ressources pour permettre aux producteurs agricoles d'investir dans l'amélioration de l'écosystème à travers une intégration des systèmes de production. Cela a comme conséquences, malheureusement, des pertes de terres agricoles, la perte de la biodiversité, l'épuisement des ressources non renouvelables, les contaminations de l'environnement et des humains, etc. qui entretiennent le cercle de la pauvreté. La pression foncière croissante en résultant a entraîné une diminution continue de la surface par actif agricole (actuellement la majorité des exploitations agricoles de la région des Savanes dispose à peine de 0,21 ha par bouche à nourrir), l'abandon des pratiques de jachère et des rotations, la mise en culture ou en pâturage de zones sensibles, moins propices à l'activité agricole (flancs de montagne, terres inondables, peu profondes, etc.), l'utilisation inappropriée et/ou abusive de fertilisants et de pesticides chimiques et le surpâturage. Compte tenu de la régression des ressources ligneuses, une part importante des résidus de cultures (tiges de mil, maïs et sorgho) est utilisée comme combustible pour la cuisine ou comme aliments pour les animaux. L'emploi des engrains chimiques sur des sols pauvres en matières organiques accentue le lessivage et la dégradation des ces derniers tandis que l'usage anarchique des pesticides pollue sérieusement les sols, les sources d'eau et pose un sérieux problème de santé à la population et aux animaux (mort d'animaux après abreuvement, intoxication des personnes suite à la consommation d'eau polluée). Dans ce contexte d'insuffisance de pâturage, le mode d'élevage, caractérisé par la divagation des animaux et la vaine pâture, et l'insuffisance des ressources naturelles, il se pose des problèmes de conflits souvent graves et parfois mortels entre les producteurs. Les sols des régions du nord sont pour la plupart des sols ferrugineux tropicaux, présentant des caractéristiques physiques (faible capacité de rétention de l'eau, structure fragile, tendance à l'acidification) qui leur confèrent une très grande susceptibilité au lessivage. Ils perdent leur fertilité progressive sous l'effet de l'érosion hydrique et éolienne, des pratiques anthropiques

inadaptées (abattage systématique des arbres dans les champs, culture sur brûlis et taux élevé de déforestation) et de l'aridification du climat. Dans certaines localités notamment des régions de la Kara et surtout des Savanes, la dégradation des sols atteint un niveau critique. Le climat semble avoir évolué au cours des dernières décennies avec une récession pluviométrique, un raccourcissement de la durée de la saison pluvieuse et une répartition plus aléatoire dans la saison et des risques de sécheresse, d'inondations et de températures extrêmes (...) la pression sur les ressources naturelles s'accentue fortement par endroits et les tensions communautaires sont de plus en plus palpables sur le terrain, ce qui détruit progressivement la cohésion sociale qui a prévalu globalement jusqu'à présent. Cette instabilité sécuritaire grandissante impacte fortement les moyens d'existence des populations rurales dépendantes de l'agriculture et de l'élevage qui n'arrivent plus à cultiver leurs champs et à faire paître leurs troupeaux dans les conditions habituelles. Deux précédents projets agropastoraux sous-régionaux, menés entre 2015 et 2022 dans les régions des Savanes et de la Kara par GEVAPAF, avec l'assistance de Acting For Life et une quin-

A noter que, de plus en plus, des alertes sont données sur un exode de la jeunesse des Savanes vers le Mali, le Ghana, en quête d'or.

DÉBUT DU RAMADAN AU TOGO

Comment les musulmans se préparent face aux défis économiques ?

À quelques heures du début du mois sacré du Ramadan, les fidèles musulmans se préparent spirituellement et matériellement à une période marquée par le jeûne, la prière et la solidarité. Mais cette année encore, dans un contexte de vie chère, de nombreux croyants doivent concilier exigences religieuses et contraintes financières croissantes.

Etonam Sossou

Entre organisation familiale, hausse des prix des denrées alimentaires et adaptation du quotidien, les préparatifs prennent une dimension particulière. Dans les mosquées et les foyers, la préparation commence par un recentrage sur la foi. Lectures du Coran, prières supplémentaires et réconciliation entre proches figurent parmi les pratiques observées. « Le Ramadan, ce n'est pas seulement arrêter de manger, c'est purifier son cœur et renforcer la solidarité », explique Ibrahim Abdoulaye, fidèle rencontré dans un quartier de Lomé.

Cependant, derrière cette ferveur spirituelle se cachent des préoccupations bien concrètes.

La hausse du coût de la vie, principale inquiétude

Pour de nombreuses familles, le défi majeur reste financier. Pendant le Ramadan, les dépenses alimentaires augmentent généralement, notamment pour les repas de rupture du jeûne (iftar) et du petit-déjeuner avant l'aube (suhur).

Aïcha, mère de quatre enfants, témoigne : « Nous voulons respecter la tradition en préparant des repas équilibrés, mais les prix du riz, du sucre et de l'huile ont beaucoup augmenté. Il faut désormais faire des choix. »

Même constat chez Moussa, commerçant : « Les revenus n'augmentent pas, mais les dépenses du Ramadan, elles, augmentent chaque année. Certains fidèles ressentent



une pression sociale pour bien recevoir ou partager. »

Selon plusieurs familles, la solidarité communautaire permet d'atténuer les difficultés, mais elle ne suffit pas toujours face à l'inflation. Face aux contraintes économiques, certains ménages adoptent de nouvelles stratégies : planification stricte des repas ; achats groupés entre voisins ; réduction du gaspillage alimentaire ; retour à des produits locaux moins coûteux. « Nous privilégions désormais le maïs, les haricots et les produits de saison plutôt que les aliments importés », confie Fatoumata, enseignante.

Des initiatives solidaires qui se multiplient

Associations religieuses, mosquées et groupes de jeunes s'organisent déjà pour soutenir les plus vulnérables. Des collectes de vivres et des distributions de repas sont prévues dans plusieurs quartiers. Pour l'imam Hassan Ama-

oudou, la solution passe par l'entraide : « Le Ramadan doit renforcer la solidarité. Ceux qui ont un peu plus doivent aider ceux qui ont moins. C'est l'esprit même du jeûne. »

Au-delà des actions ponctuelles,

plusieurs fidèles et observateurs proposent des pistes pour réduire la pression financière durant le Ramadan : encourager les marchés solidaires à prix réduits ; promouvoir la consommation locale ; organiser des caisses communautaires d'entraide ; sensibiliser contre la surconsommation pendant le mois sacré ; soutenir les initiatives sociales des organisations religieuses.

Ils estiment également qu'un accompagnement ciblé des produits de première nécessité durant les périodes religieuses pourrait soulager les ménages les plus modestes. Malgré les difficultés, l'enthousiasme reste intact chez les fidèles musulmans togolais. Pour beaucoup, le Ramadan demeure un moment d'espoir, de discipline personnelle et de partage.

« Même avec peu, on peut vivre un bon Ramadan si la solidarité existe », résume Ibrahim avec sourire.

Dans un contexte économique exigeant, la préparation au jeûne devient ainsi un exercice d'équilibre entre spiritualité, organisation et résilience collective.



Une opération de distribution d'intrants agricoles à des petits producteurs par le Pro-SADI

RENUFORCEMENT DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES CHEZ DES PETITS PRODUCTEURS

Les derniers chiffres du Pro-SADI dans les Savanes et la Kara

(suite de la page 3)

mètres carrés au profit de la coopérative N'gnokpen à Guérin-Kouka pour renforcer la chaîne de valeur rizicole ; appui en intrants à 60 coopératives agricoles, partenaires des écoles à cantines du PAM, pour améliorer l'approvisionnement local.

Dans la région des Savanes, appui en intrants agricoles à 11 357 petits producteurs pour la production pluviale ; soutien à 1 134 maraîchers pour la production de contre-saison ; formation aux techniques de vulgarisation et de gestion des entreprises agricoles pour 62 nouveaux conseillers agricoles ; un site maraîcher aménagé sur 2 hectares à Gnoate (préfecture de Tandjouaré) ; appui en intrants agricoles à 90 coopératives agricoles autour des écoles à cantines du PAM.

Et par rapport au système agri-



Une opération de distribution d'intrants agricoles à des petits producteurs par le Pro-SADI

cole national, 31 producteurs semenciers de riz (dont 9 femmes) sont formés aux normes de production de semences certifiées ; 73 inspecteurs (47 phytosanitaires et 26 semenciers, dont 12 femmes) sont formés au contrôle qualité selon les standards CEDEAO et FAO ; 173 conseillers techniques agricoles sont formés et dotés, chacun, d'un guide du conseiller technique en gestion des entreprises agricoles pour faciliter

leur travail de vulgarisation agricole, la plateforme E-AgriConseils+ est renforcée pour digitaliser la vulgarisation agricole et faciliter l'accès des agriculteurs aux informations sur les itinéraires techniques.

Le projet Pro-SADI au Togo est une initiative de 3,2 millions d'euros financée par l'Union européenne et mise en œuvre par la FAO, en collaboration avec le PAM.

Et par rapport au système agri-

SANTÉ / LES VITAMINES

Elles sont 13, essentielles au bon fonctionnement de l'organisme humain ... leur manque (l'avitaminose) ne touche pas uniquement que les populations défavorisées

(suite de la page 2)

être apportée par l'alimentation. La vitamine D produite par notre corps est activée par les rayons UV du soleil. Par le biais de l'alimentation, la vitamine D est surtout présente dans les huiles végétales, dans les poissons gras et dans les produits laitiers. Elles sont également disponibles sous forme d'ampoule en pharmacie. Pour une personne adulte, le besoin quotidien en vitamine D est de 10 microgrammes. Toutefois, cet apport varie en fonction de l'exposition au soleil, de la pigmentation et de l'âge de chaque personne.

La vitamine E

Les aliments les plus riches en vitamine E sont les huiles alimentaires et leurs dérivées. Avec un teneur de 21 mg, l'huile de germe de blé est le plus riche en vitamine E. Au quotidien, un apport de 10 à 15 mg de vitamine E est nécessaire.

La vitamine K

Vous pouvez trouver la vitamine K dans les légumes verts, notamment le brocoli, le chou frisé, le navet, l'épinard ou encore les artichauts. Elles sont aussi présentes dans le foie de porc, les œufs et les produits laitiers. Les fruits comme le pamplemousse, la banane et la tomate en contiennent également. Une quantité de 70 microgrammes de vitamine K environ par jour est suffisante.

Avitaminoses

Une avitaminose désigne une maladie causée par la carence totale ou partielle d'une ou plusieurs vitamines dans l'organisme. Ces pathologies résultent d'un apport insuffisant, d'une absorption défaillante ou d'une utilisation inadéquate des vitamines par votre corps.

Les vitamines jouent un rôle fondamental dans de nombreuses fonctions

biologiques. Elles participent au métabolisme énergétique, à la synthèse des protéines, au fonctionnement du système immunitaire et à la protection contre le stress oxydatif. Quand l'une d'entre elles vient à manquer, votre organisme ne peut plus assurer correctement ces processus vitaux.

On distingue traditionnellement les avitaminoses liposolubles (vitamines A, D, E, K) des avitaminoses hydrosolubles (vitamines du groupe B et vitamine C).

Chaque type présente des caractéristiques particulières en termes de stockage, d'élimination et de manifestations cliniques. D'ailleurs, les vitamines liposolubles peuvent s'accumuler dans les tissus adipeux, créant parfois des risques de surdosage.

Bon à savoir :

Contrairement aux idées reçues, les avitaminoses ne touchent pas uniquement les populations défavorisées. Même dans les pays développés, certains groupes restent vulnérables : personnes âgées, femmes enceintes, végétariens stricts ou patients souffrant de troubles digestifs chroniques.

Les Traitements Disponibles
Aujourd'hui

Le traitement des avitaminoses repose principalement sur la **supplémentation vitaminique** adaptée à chaque situation. L'objectif est double : corriger la carence existante et prévenir les récidives.

Pour la vitamine B12, les recommandations ont évolué en 2024. L'ANSM préconise désormais l'utilisation de comprimés plutôt que d'ampoules buvables pour l'usage oral, en raison d'une meilleure biodisponibilité et d'une réduction des effets indésirables.

Les doses varient selon la sévérité de la carence : 1000 µg par jour pendant un mois,



puis 1000 µg par semaine pendant deux mois.

La vitamine D nécessite une approche personnalisée. Les doses de charge peuvent atteindre 100 000 UI par semaine pendant 8 semaines, suivies d'un traitement d'entretien de 800 à 1000 UI par jour. Chez les personnes âgées ou à risque de chute, une supplémentation continue est souvent recommandée.

Les vitamines liposolubles (A, D, E, K) requièrent une surveillance particulière en raison du risque de surdosage. Votre médecin adaptera les doses selon vos taux sanguins et surveillera l'évolution par des contrôles biologiques réguliers.

Dans certains cas, la voie d'administration doit être adaptée. Les patients souffrant de malabsorption peuvent nécessiter des injections intramusculaires ou intraveineuses. Et pour les carences sévères avec retentissement neurologique, un traitement hospitalier peut s'avérer nécessaire.

L'important à retenir : le traitement ne se limite pas à la supplémentation. Il faut également traiter la cause sous-jacente quand c'est possible : correction des troubles digestifs, modification des habitudes alimentaires, ou arrêt des médicaments interférant avec l'absorption vitaminique.

AU TROISIÈME TRIMESTRE 2025

Hausse de 5,9% du chiffre d'affaires des « Activités des services marchands » en glissement annuel

(suite de la page 4)

trimestres de 2024, montre la branche est en croissance de 17,5% du chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires des activités des « Services de soutien et de bureau » connaît une hausse de 34,2% en glissement annuel. Cette perfor-

d'affaires des activités de la branche

« Enseignement » au 3^e trimestre de 2025 enregistre une augmentation de 1,6%. Sur les trois premiers trimestres, le chiffre d'affaires 2025 diminue de 3,5 % par rapport aux trois premiers trimestres de 2024.

La branche des « Activités pour la

2,5% de son chiffre d'affaires au 3^e trimestre de 2025, principalement en lien avec la bonne performance des activités « Organisation de jeux de hasard et d'argent (+2,5%) ». La performance des trois premiers trimestres de 2025 traduit une appréciation de 0,3% du chiffre d'affaires

SERVICES MARCHANDS: Activité en expansion

Vue d'ensemble des Services Marchands



Transports et entrepôts
Bonne performance de +10,2%



Santé et action sociale
Croissance exceptionnelle de +44,4%



Activités immobilières
Progression solide de +13,8%



Activités spécialisées
Hausse significative de +11,4%

Activités de soutien
Fort augmentation de +34,2%

mance s'explique par une augmentation de 53,9% du chiffre d'affaires des activités des branches telles que « Soutien aux bâtiments ; aménagement paysager » et de 37,7% du chiffre d'affaires de l'activité « Location et location-bail ». « La performance des trois premiers trimestres de 2025 traduit une appréciation de 17,2% du chiffre d'affaires par rapport à la même période en 2024 », commente l'INSEED.

En glissement annuel, le chiffre

santé humaine et l'action sociale » connaît au 3^e trimestre de 2025 enregistre une progression de 44,4% de son chiffre d'affaires en glissement annuel. La moyenne des trois premiers trimestres de 2025 par rapport à la moyenne des trois premiers trimestres de 2024 affiche une hausse de 25,8% du chiffre d'affaires.

Comparativement au 3^e trimestre de 2024, la branche des « Activités artistiques, sportives et récréatives » enregistre une augmentation de

par rapport à la même période en 2024

Il est à préciser que les données sur le chiffre d'affaires sont recueillies au cours d'une enquête trimestrielle organisée par l'INSEED auprès des entreprises de prestations de services. L'année de base de l'ICA services est 2015 et les pondérations utilisées sont calculées sur la base du chiffre d'affaires hors taxe et de la valeur ajoutée selon les niveaux.

DATES

VENDREDI
13 - 02 - 2026



SAMEDI
14 - 02 - 2026



LUNDI
16 - 02 - 2026



GROS LOTS DU TIRAGE LOTO KADOO
NUMÉRO 895 DU 13 FEVRIER 2026

@ LOMÉ
Point de vente 70358
* Un Super gros lot (01) de 2.500.000 FCFA

GROS LOTS DU TIRAGE LOTO SAM
NUMÉRO 451 DU 14 FEVRIER 2026

@ LOMÉ
Point de vente 70230
* Un gros lot (01) de 2.000.000 FCFA



TOUS LES
SAMEDIS **13H**



LOTO
Sam



NUMÉRO VERT **8600**

[f](#) LonatoLoto590

[www.lonato.tg](#)